

## RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT

**au Grand Conseil à l'interpellation de Monsieur le Député Jérôme Christen intitulée : Sport à l'école : la DGEO se prend les pieds dans le tatami**

### ***Rappel de l'interpellation***

*En date du 12 novembre 2013, Monsieur le Député Jérôme Christen a développé l'interpellation suivante :*

*La Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique estime que "l'éducation au mouvement et la promotion de l'activité physique relèvent du mandat d'éducation de l'école". En théorie, mais dans la pratique ?*

*J'étais intervenu à ce sujet il y a déjà huit ans sur ce thème pour rappeler qu'en décembre 2001, le Conseil d'Etat avait répondu à une interpellation du député René Vaudroz ainsi : "Le Conseil d'Etat reconnaît l'importance de l'éducation physique scolaire pour les étudiants des gymnases et rétablira les trois heures pour chaque année dès que les finances le permettront."*

*Or, si en 2002 la dette atteignait 9 milliards de francs, aujourd'hui elle est de 1,5 milliards et les comptes régulièrement bénéficiaires. Qui oserait prétendre aujourd'hui que les finances ne permettent plus de se préoccuper de la santé des Vaudois ? A l'inverse, la part des personnes souffrant d'un excédent de poids est en augmentation. Selon un rapport de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) publié début octobre, 41% de la population — 51% des hommes — présentaient un indice de masse corporelle excessif en 2012.*

*Pour ce qui est de l'obésité uniquement, la proportion a presque doublé depuis 1992. Elle est passée de 6% à 11% chez les hommes et de 5% à 9% chez les femmes. Les 15–24 ans sont particulièrement concernés par cette évolution, selon l'OFSP.*

*Les méfaits du manque d'activité physique des Suisses provoquent chaque année des coûts énormes, estimés en 2005 déjà à 1,6 milliards de francs de coûts indirects pour la santé dus à des problèmes d'obésité, de maladies cardio-vasculaires, d'ostéoporose et de fractures spontanées.*

*Cette insuffisance de la pratique sportive débute à l'enfance, se poursuit à l'adolescence jusqu'à 20 ans et se prolonge jusqu'au gymnase.*

*En continuant ainsi, nous paierons plus tard par des dizaines de millions, les économies réalisées, en consultations, traitements et hospitalisations.*

*Pour tenter de stopper cette spirale, il faut:*

- garantir au moins trois périodes d'activités physiques*
- diminuer le nombre de dispense du sport*
- promouvoir les activités physiques extrascolaires.*

*On nage en pleine hypocrisie, car l'Etat se fixe des objectifs modestes qu'il est actuellement incapable de tenir*

*Les directeurs d'école sont conscients de la situation et, faute de moyens accordés, cherchent d'autres solutions à l'instar du directeur des écoles de Rolle qui avait trouvé le moyen de proposer des cours de judo dispensé par une association privée sponsorisée. Mais le quotidien 24heures nous a appris récemment que la direction de l'enseignement obligatoire avait décidé d'y mettre un terme en avançant de fumeuses explications.*

*Pour justifier sa décision, la Direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO) a dit que le projet n'avait pas eu son aval préalable, que la question des responsabilités n'était pas réglée et que le directeur aurait dû déposer une demande en bonne et due forme. Mais si vraiment la DGEO en avait eu la volonté, elle aurait très bien pu régler rapidement le problème.*

*Sur le fait que ces cours contreviendraient à la loi sur l'enseignement obligatoire dès lors que les kimonos des enfants étaient parés d'un logo publicitaire de Vale, la DGEO se prend également les pieds dans le tatami. Elle dit d'abord que c'est un des motifs du refus et lorsque on lui rétorque qu'elle a été consultée et a donné son feu vert, elle répond que "la publicité n'est qu'un élément du problème".*

*Autre souci, dit le chef de la DGEO : "Nous n'avons pas de garantie que les personnes qui dispensaient le cours avaient une bonne formation pédagogique. Donner une autorisation dans ces conditions revient à considérer que n'importe qui peut enseigner et cela n'est pas acceptable." Mais pourquoi donc ne vérifie-t-on pas ? Et pourquoi ne pourrait-on pas donner le feu vert en fixant les mêmes exigences, ni plus, ni moins, que pour l'enseignement public et en faisant, dans certains cas, aussi preuve de souplesse ?*

*Le Conseil d'Etat se plie donc à une pression de parents qui n'acceptent pas le soutien de Vale. Par leur démarche, bien que minoritaires, ils privent les enfants d'autres parents d'une activité saine et imposent ainsi à d'autres leur vision politique.*

*Dans une société démocratique, c'est contestable. Si l'Etat rentre dans leur jeu pour être cohérent, il serait bien inspiré de mettre sur pied, et donc financer lui-même, des cours de judo d'autant que ce cours obligatoire remplaçait une des trois heures obligatoires d'éducation physique. Sans quoi, on ne peut que donner raison aux parents déçus qui ont lancé une pétition avec un argument imparable : ils considèrent que ces jeunes se retrouvent privés, à tort, d'une activité à cause d'une petite minorité de parents. "C'était une initiative géniale pour les enfants dont les familles n'ont pas les moyens de leur payer des cours privés. C'est dommage, car le judo véhicule aussi des valeurs de respect et de contrôle de soi" relevait justement une maman.*

*Dans ce contexte, je souhaite poser au Conseil d'Etat les questions suivantes:*

- 1. Pour quelles raisons la DGEO n'a-t-elle pas entrepris toutes les démarches utiles pour régulariser la situation, régler la question des responsabilités et vérifier les compétences pédagogiques plutôt que de prononcer purement et simplement une interdiction ?*
- 2. N'est-ce pas son rôle que de trouver des solutions et d'accueillir d'un œil favorable des initiatives qui permettent d'épargner l'engagement de l'Etat ?*
- 3. Sur la question publicitaire, pour quelles raisons s'est-elle rétractée après avoir donné son accord ?*
- 4. La DGEO affirme qu'elle n'avait pas de garantie que les personnes qui dispensaient le cours avaient une bonne formation pédagogique et que n'importe qui ne peut pas enseigner. Or, on sait que, depuis plusieurs années, la branche "Education physique et sportive" (EPS) est optionnelle à la Haute école pédagogique (HEP) et que de nombreux maîtres généralistes sortent de la HEP et enseignent l'EPS sans avoir suivi aucune formation en éducation physique (ce qui n'était pas possible du temps de l'école normale). On sait aussi que ceux qui suivent l'EPS à la HEP n'ont pas le nombre de crédits ECTS minimum recommandés (ECTS = système permettant de mesurer le niveau atteint par l'étudiant,*

*en faisant correspondre des crédits à un enseignement). Dès lors, peut-on savoir combien d'enseignants sortent de la HEP chaque année sans cette formation, combien enseignent quand même l'EPS et qu'entend faire le département en charge de la formation pour pallier cette situation dénoncée de longue date ?*

*5. Il y a toujours et encore des établissements scolaires qui n'offrent pas les trois périodes hebdomadaires d'éducation physique, malgré la double obligation créée par la loi fédérale sur l'encouragement du sport et de l'activité physique du 17 juin 2011 et par la loi vaudoise sur l'éducation physique et le sport votée par le Grand Conseil en décembre 2012. Comment le Conseil d'Etat peut-il encore justifier des lacunes aussi criantes ? Dans quel délai entend-il y remédier et par quelles mesures ?*

*6. Quel est le nombre de classes, par degré de scolarité, qui n'ont pas trois heures inscrites à leur horaire, que ce soit au secteur primaire, au secondaire ou dans les gymnases ?*

*Je remercie d'avance le Conseil d'Etat de ses réponses*

*Souhaite développer.*

*(Signé) Jérôme Christen et 2 cosignataires*

### **Réponse du Conseil d'Etat**

Le Conseil d'Etat répond comme suit aux questions posées par l'interpellateur.

*1. Pour quelles raisons la DGEO n'a-t-elle pas entrepris toutes les démarches utiles pour régulariser la situation, régler la question des responsabilités et vérifier les compétences pédagogiques plutôt que de prononcer purement et simplement une interdiction ?*

La LEO prévoit à son article 24 alinéa 2 que la mise en oeuvre de projets impliquant une intervention de tiers auprès des élèves de l'école obligatoire est soumise à l'autorisation de la DGEO. Celle-ci a considéré, conformément à ses prérogatives, qu'il était nécessaire de mettre un terme à l'activité considérée.

*2. N'est-ce pas son rôle que trouver des solutions et d'accueillir d'un oeil favorable des initiatives qui permettent d'épargner l'engagement de l'Etat ?*

Le département peut certes encourager des projets pédagogiques spécifiques dans les établissements (article 17, alinéa 1 LEO).

Ce n'est toutefois pas uniquement sous l'angle financier, mais également et notamment sous ceux du respect du plan d'études et de la sécurité des élèves que ces projets sont examinés. En particulier, il convient d'éviter qu'un seul sport ou une seule activité ne monopolise les périodes d'enseignement destinées à l'éducation physique et sportive.

*3. Sur la question publicitaire, pour quelles raisons s'est-elle rétractée après avoir donné son accord ?*

Si en 2012, alors que le cours de judo avait déjà commencé, la DGEO avait donné a posteriori son accord pour que figurât sur les kimonos des élèves le logo de l'entreprise citée par l'interpellateur, elle n'a pu cependant cautionner la propagande commerciale que ladite entreprise a fait ensuite de l'activité pédagogique ainsi sponsorisée.

*4. La DGEO affirme qu'elle n'avait pas de garantie que les personnes qui dispensaient le cours avaient une bonne formation pédagogique et que n'importe qui ne peut pas enseigner. Or, on sait que depuis plusieurs années, la branche "Education physique et sport (EPS) est optionnelle à la Haute école pédagogique (HEP) et que de nombreux maîtres généralistes sortent de la HEP et enseignent l'EPS sans avoir suivi aucune formation en éducation physique (ce qui n'était pas possible du temps de l'Ecole normale). On sait aussi que ceux qui suivent l'EPS à la HEP n'ont pas le nombre de crédits ECTS minimum recommandés (ECTS = système permettant de mesurer le niveau atteint par l'étudiant,*

*en faisant correspondre des crédits à un enseignement).*

*Dès lors peut-on savoir combien d'enseignants sortent de la HEP chaque année sans cette formation, combien enseignent quand même l'EPS et qu'entend faire le département en charge de la formation pour pallier cette situation dénoncée de longue date ?*

Le Bachelor of Arts/Diplôme d'enseignement pour les degrés préscolaire et primaire obtenu dans une HEP suisse comporte deux profils, l'un destiné à l'enseignement aux degrés 1-4 (HarmoS), l'autre aux degrés 5-8 (HarmoS).

S'agissant du Profil 1-4, le Bachelor of Arts/Diplôme d'enseignement pour les degrés préscolaire et primaire habilite son titulaire à enseigner toutes les disciplines aux degrés considérés. L'éducation physique et sportive n'y fait pas exception.

S'agissant du Profil 5-8, la formation des enseignants comporte au moins deux des quatre disciplines suivantes : musique, éducation physique et sportive, anglais et activités créatrices. Or, l'éducation physique a été choisie par 78% des étudiants en 2011, par 79% en 2012, et par 81% en 2013.

Au surplus, lorsque des cas d'enseignement d'EPS par des personnes non formées sont portés à sa connaissance, un délégué à l'éducation physique du SEPS assiste à une ou deux leçons, en vue de prodiguer quelques conseils.

*5. Il y a toujours et encore des établissements scolaires qui n'offrent pas les trois périodes hebdomadaires d'éducation physique, malgré la double obligation créée par la loi fédérale sur l'encouragement du sport et de l'activité physique du 17 juin 2011 et par la Loi vaudoise sur l'éducation physique et le sport votée par le Grand Conseil en décembre 2012.*

*Comment le Conseil d'Etat peut-il encore justifier des lacunes aussi criantes ? Dans quel délai entend-il y remédier et par quelles mesures ?*

Le Règlement vaudois sur l'éducation physique dans les écoles du 20 mai 1977 et l'ordonnance d'application de la loi fédérale sur l'encouragement du sport et de l'activité physique qui date de 1987 prévoient que les cours de base consistent en trois périodes hebdomadaires d'éducation physique et sportive. Ces dispositions ont été confirmées par la loi fédérale sur l'encouragement du sport et de l'activité physique du 17 juin 2011 tout comme par la loi cantonale sur l'éducation physique et le sport (LEPS) entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2013.

D'autres activités sportives complémentaires (après-midi sportive, journée sportive, camps de sport etc.) sont également organisées.

Si le cadre pédagogique est ainsi fixé par l'autorité cantonale, il est du ressort des communes ou associations intercommunales de planifier, construire, entretenir et gérer les installations (salles de gymnastique ou de rythmique, piscines, patinoires, etc.) destinées à l'enseignement de cette discipline aux élèves de la scolarité obligatoire.

Compte tenu de l'augmentation considérable du nombre d'élèves vaudois et face à la réorganisation de la carte scolaire qui s'en est suivie, les autorités communales n'ont cependant pas toutes été en mesure de dégager les budgets, respectivement de trouver les emplacements adéquats pour construire les infrastructures nécessaires ou agrandir les infrastructures existantes.

A l'heure actuelle toutefois, beaucoup d'autorités communales projettent de construire ou construisent des bâtiments en lien avec l'école.

Outre, notamment, des salles de classe, salles spéciales, réfectoires et bibliothèques, plusieurs nouvelles salles de gymnastique sont prévues, ce qui devrait progressivement permettre que tous les élèves bénéficient des trois périodes hebdomadaires d'éducation physique et sportive prévues par la LEPS.

*6. Quel est le nombre de classes, par degré de scolarité, qui n'ont pas trois heures inscrites à leur*

*horaire, que ce soit au secteur primaire, au secondaire ou dans les gymnases ?*

Les chiffres sont les suivants :

Volées	Nombre total de classes	Nombre de classes concernées	Pourcentage de classes au bénéfice de trois périodes
1P-2P	815	238	71%
3P	420	104	75%
4P	385	90	77%
5P	387	72	81%
6P	361	79	78%
7P	358	5	99%
8P	359	5	99%
9S	400	15	96%
10S	381	16	96%
11S	386	15	96%
Total	4'252	639	85%

Par ailleurs, et même si la loi ne permet pas d'intégrer ces activités dans le décompte des trois heures hebdomadaires, on peut relever les nombreuses périodes d'activité sportive accomplies par les élèves dans le cadre d'après-midi sportifs, de camps de ski ou de camps d'été, ainsi que dans le cadre de leur participation à des projets "sport et santé" mis sur pied par leur établissement.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 5 mars 2014.

Le président :

*P.-Y. Maillard*

Le chancelier :

*V. Grandjean*